

BIJLAGE 1. — Selectiecriteria voor de steun voor de omschakeling op biologische aquacultuurproductie

Selectie criterium(a)	Minimale selectiescore
Relevantie van de handeling ten opzichte van de doelstellingen bepaald in artikel 53 van Verordening (EU) nr. 508/2014	7 / 10

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 21 februari 2019 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering betreffende de steunmaatregelen ten behoeve van de omschakeling op biologische aquacultuurproductie.

Namen, 21 februari 2019.

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

BIJLAGE 2. — Minimum verkoopgewicht en forfaitair bedrag van de steun

Artikel 1. De minimale verkoopgewichten die door de begunstigde moeten worden bereikt, betreffen de cumulatieve verkopen gedurende de eerste drie jaar van de verbintenis inzake biologische productie voor de soorten, vijvers en kweekvijvers waarop deze verbintenis betrekking heeft, en worden uitgedrukt in kilo's per kubieke meter water in deze kweekbassins en -vijvers.

Art. 2. De forfaitaire bedragen van de overheidssteun, de soorten, de houderijpraktijken en de in artikel 1 bedoelde minimale verkoopgewichten die in aanmerking komen voor steun voor de omschakeling op biologische productie, zijn de volgende :

Toegelaten soorten	Toegelaten houderijpraktijken	Verkocht minimumgewicht (kg/m ³)	Forfaitair steunbedrag (EUR/m ³)
a) Beekforel, <i>Salmo trutta fario</i> ; b) Regenboogforel, <i>Oncorhynchus mykiss</i> ; c) Donauzalm, <i>Hucho hucho</i> ; d) Bronforel, <i>Salvelinus fontinalis</i> ; e) Trekszalm, <i>Salvelinus alpinus</i> f) Vlagzalm, <i>Thymallus thymallus</i> .	Kweek in bassins en in vijvers (met uitzondering van de kweekkooien);	0,7	60,00

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 21 februari 2019 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering betreffende de steunmaatregelen ten behoeve van de omschakeling op biologische aquacultuurproductie

Namen, 21 februari 2019.

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/11356]

13 MARS 2019. — Arrêté ministériel interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine

Le Ministre de la Nature et de la Ruralité,

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 14;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à l'entrée en vigueur et à l'exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 19, alinéa 1^{er}, 5^e;

Vu l'arrêté ministériel du 12 octobre 2018 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine, modifié par l'arrêté ministériel du 14 novembre 2018 et par l'arrêté ministériel du 15 janvier 2019;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant qu'en application de la Directive 2002/60 du Conseil du 27 juin 2002 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine et modifiant la directive 92/119/CEE, en ce qui concerne la maladie de Teschen et la peste porcine africaine, la Région wallonne est obligée de prendre immédiatement plusieurs dispositions en vue de freiner la propagation de la maladie et de les adapter au fur et à mesure de l'évolution de la situation sanitaire;

Considérant que le maintien de la circulation en forêt présente un risque réel de dispersion des sangliers et donc de propagation de la peste porcine africaine, et qu'il y a lieu dès lors, pour réduire ces risques de limiter l'accès dans la zone noyau et dans la zone tampon uniquement aux personnes chargées de la lutte contre cette maladie;

Considérant toutefois que moyennant certaines précautions, il y a lieu de déroger à cette interdiction générale de circulation en forêt pour un nombre limité d'ayant-droits, dans un souci de sécurité publique ou pour permettre l'accessibilité à certains domiciles;

Considérant qu'en fonction de l'évolution de l'épidémie, il est envisageable et opportun de déroger à cette interdiction générale de circulation en forêt pour permettre l'exploitation des épicéas scolytés, qui est urgente;

Considérant qu'il y a lieu de permettre la reprise rapide de certaines activités économiques de types forestières, agricoles et piscicoles dans les terrains accessibles en forêt par des chemins empierrés;

Considérant que les accès ponctuels, limités, et encadrés ne devraient avoir qu'un impact marginal sur la quiétude du gibier et sur la dispersion éventuelle des sangliers malades,

Arrête :

Article 1^{er}. Par dérogation aux articles 19 à 23 du Code forestier du 15 juillet 2018, il est interdit à quiconque de circuler dans les bois et forêts en-dehors des routes au sens de l'article 2 du Code forestier à l'intérieur des limites extérieures de la zone tampon, telles que définies à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2019 et du 19 février 2019.

Les éventuelles autorisations d'accès obtenues sur la base des articles précités avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont suspendues.

Sont seuls autorisés à déroger à l'interdiction de l'alinéa 1^{er}, dans la limite des seules interventions nécessaires à la gestion de la peste porcine africaine, notamment la détection de nouveaux foyers, la destruction des sangliers et l'élimination des cadavres de sangliers retrouvés morts ou abattus, et à condition qu'ils respectent les mesures de biosécurité préconisées pour éviter la propagation de la maladie : le personnel du Département de la Nature et des Forêts et du Département de l'Etude du Milieu Naturel et Agricole du Service public de Wallonie et toute personne mandatée par ces départements, les titulaires du droit de chasse et leurs gardes assermentés, les propriétaires, le personnel du Réseau de Surveillance sanitaire de la Faune sauvage en Wallonie, le personnel de la protection civile, le personnel des services de police sanitaire, le personnel des polices fédérale et communale, le personnel soit des administrations soit d'entreprises spécialisées qui est chargé d'installer une clôture visant à limiter les déplacements des sangliers dans la zone infectée.

Ces personnes ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques dans les septante-deux heures suivant toute intervention dans la zone tampon et dans la zone noyau.

Art. 2. Par dérogation à l'article 1^{er}, des interventions n'ayant pas de lien avec la gestion de la peste porcine africaine et qui nécessitent un accès hors route dans les bois et forêts de la zone tampon et de la zone noyau sont autorisées aux conditions suivantes :

1° l'intervention est effectuée dans l'exercice de leur fonction par les services de secours, par la protection civile, par les forces de police, par les agents et gestionnaires de réseaux d'adduction d'eau ou de réseaux électriques ou de gaz, par les agents d'Infrabel, par les agents des opérateurs de téléphonie mobile et par les agents ou délégués d'infrastructures communautaires ou d'intérêt public;

2° sauf urgence vitale, l'intervention est notifiée préalablement par écrit au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts;

3° la quiétude des bois et forêts est respectée de la manière la plus stricte;

4° s'il y a accès en-dehors des chemins empierrés, les mesures de désinfection du véhicule, des chaussures et de l'équipement utilisés sont mises en œuvre conformément aux instructions reçues du Département de la Nature et des Forêts;

5° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché, et l'agent de triage territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts est immédiatement averti;

6° les intervenants et leurs véhicules ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent les mesures de désinfection;

Si le Département de la Nature et des Forêts constate le non-respect d'une des conditions susvisées, il peut interdire l'accès aux personnes concernées.

Art. 3. Par dérogation à l'article 1^{er}, les personnes dont le domicile est situé dans les bois et forêts de la zone infectée et qui ne peuvent pas y accéder par une route, sont autorisées à y circuler hors route aux conditions suivantes :

1° l'autorisation est limitée au seul accès audit domicile;

2° l'accès se fait par la voie carrossable la plus directe;

3° l'itinéraire emprunté est communiqué par écrit au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts;

4° la quiétude des bois et forêts est respectée de la manière la plus stricte;

5° s'il y a accès en-dehors des chemins empierrés, les mesures de désinfection du véhicule et éventuellement des chaussures sont mises en œuvre conformément aux instructions reçues du Département de la Nature et des Forêts;

6° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché, et l'agent de triage compétent du Département de la Nature et des Forêts est immédiatement averti;

7° les personnes visées par le présent article, et leurs véhicules ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques.

Art. 4. Les propriétaires et occupants qui ont un terrain utilisé à des fins agricole ou piscicole ou halieutique enclavé dans les bois et forêts de la zone tampon et de la zone noyau et qui ne peuvent pas y accéder par une route, mais bien par un chemin empierré et qui souhaitent y accéder, en vue de leur exploitation, sans que leur intervention puisse attendre la fin de la période d'interdiction, introduisent une demande préalable écrite et motivée au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts. Celui-ci peut délivrer une autorisation d'accès impliquant au minimum le respect de conditions suivantes :

1° l'autorisation est limitée au seul accès audit terrain utilisé à des fins agricole, piscicole et halieutique enclavé;

2° l'itinéraire emprunté est communiqué par écrit au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts;

3° il est strictement interdit de quitter le chemin empierré avant d'avoir atteint le terrain agricole enclavé;

4° la quiétude des bois et forêts est respectée de la manière la plus stricte;

5° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché, et l'agent de triage compétent du Département de la Nature et des Forêts est immédiatement averti;

6° les personnes visées par le présent article, leurs véhicules et engins d'exploitation ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques dans les septante-deux heures suivant toute intervention dans le terrain agricole enclavé.

Si le Département de la Nature et des Forêts constate le non-respect d'une des conditions susvisées, il peut interdire l'accès aux personnes concernées.

Art. 5. Par dérogation à l'article 1^{er}, la circulation sur les chemins empierrés est autorisée pour les véhicules utilisés lors des inventaires nocturnes d'abondance destinés à permettre l'évaluation des plans de tir au cerf et organisés par le Département de la Nature et des Forêts.

Art. 6. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 1^{er}, la circulation dans les bois et forêts tant publics que privés en dehors des routes au sens de l'article 2 du code forestier peut être autorisée par le Chef de cantonnement territorialement compétent, pour l'inventaire et le marquage des épicéas scolytés aux conditions minimales suivantes :

1° l'accès aux peuplements se fait autant que possible par les chemins empierrés;

2° à l'issue de chaque intervention, les chaussures et l'équipement des intervenants, ainsi que les véhicules qui ont quitté les chemins empierrés, sont désinfectés conformément aux instructions données par le Département de la Nature et des Forêts;

3° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché et l'agent du triage territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts est immédiatement averti;

4° les intervenants et leurs véhicules ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent les mesures de désinfection;

5° les résultats de l'inventaire des épicéas scolytés, visés au § 2, 2°, sont transmis au Chef de cantonnement.

L'autorisation visée à l'alinéa 1^{er} n'entraîne pas automatiquement la délivrance d'une autorisation d'exploiter les peuplements concernés.

§ 2. Par dérogation à l'article 1^{er}, la circulation dans les bois et forêts en dehors des routes au sens de l'article 2 du Code forestier peut être autorisée, par le Chef de cantonnement territorialement compétent, pour l'exploitation des peuplements d'épicéas scolytés.

Les opérations visées à l'alinéa 1^{er} doivent respecter les conditions minimales suivantes :

1° l'accès aux peuplements se fait autant que possible par les chemins empierrés;

2° les chaussures et l'équipement des intervenants qui ont quitté les chemins empierrés sont désinfectés conformément aux instructions données par le Département de la Nature et des Forêts;

3° la désinfection des engins d'exploitation est assurée aux frais de la Wallonie sur base du marché public passé par le SPW avec une firme spécialisée.

4° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché et l'agent du triage territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts est immédiatement averti;

5° les intervenants, leurs véhicules et les engins d'exploitation ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent les mesures de désinfection.

Le Chef de cantonnement peut, par décision motivée, interdire ou suspendre l'exploitation des peuplements visés à l'alinéa 1^{er}, 1°.

Art. 7. Par dérogation à l'article 1^{er}, tous les bois coupés et entreposés dans les bois et forêts, au bord des routes et chemins empierrés, peuvent être enlevés par leur propriétaire et employés de celui-ci sans que les engins utilisés ne quittent la voirie concernée.

L'intervention fera l'objet d'une notification préalable au Chef de cantonnement territorialement compétent.

Art. 8. Par dérogation à l'article 1^{er}, les zones d'intérêt culturel et/ou touristique enclavées dans les bois et forêts peuvent être rendues accessibles sur autorisation du Chef de cantonnement territorialement compétent aux conditions suivantes :

1° l'accès se fait uniquement par des chemins empierrés qu'il est strictement interdit aux utilisateurs de quitter;

2° une signalétique adaptée est mise en place afin de matérialiser cette interdiction;

3° une information est donnée aux visiteurs sur les risques liés à la peste porcine africaine et aux mesures à mettre en œuvre pour les minimiser;

4° les visiteurs et leurs véhicules ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent leur visite dans les zones en question.

Art. 9. Le présent arrêté abroge l'arrêté ministériel du 15 janvier 2019 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le jour de sa signature et cesse d'être en vigueur le 30 juin 2019.

Namur, le 13 mars 2019.

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2019/11356]

13. MÄRZ 2019 — Ministerieller Erlass, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen

Der Minister für Natur und ländliche Angelegenheiten,

Aufgrund des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, Artikel 14;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 über das Inkrafttreten und die Ausführung des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, Artikel 19 Absatz 1 Ziffer 5;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 12. Oktober 2018, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 14. November 2018 und den Ministeriellen Erlass vom 15. Januar 2019;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region gemäß der Richtlinie 2002/60 des Rates vom 27. Juni 2002 zur Festlegung von besonderen Vorschriften für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest sowie zur Änderung der Richtlinie 92/119/EWG hinsichtlich der Teschener Krankheit und der Afrikanischen Schweinepest verpflichtet ist, mehrere Sofortmaßnahmen gegen die Ausbreitung der Seuche zu ergreifen und diese bei fortschreitender Entwicklung der Gesundheitslage anzupassen;

In der Erwägung, dass die Aufrechterhaltung des Verkehrs im Wald eine echte Gefahr der Verbreitung von Wildschweinen und damit der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest darstellt und dass daher, um die Gefahren zu verringern, der Zugang zu den Kern- und Pufferzonen ausschließlich Personen gestattet werden sollte, die mit der Bekämpfung dieser Krankheit beauftragt sind;

In der Erwägung, dass unter bestimmten Vorkehrungen jedoch von diesem allgemeinen Verbot des Verkehrs im Wald für eine begrenzte Anzahl von Begünstigten aus Gründen der öffentlichen Sicherheit oder um den Zugang zu bestimmten Wohnungen zu ermöglichen, abzuweichen ist;

In der Erwägung, dass es je nach Entwicklung der Seuche denkbar und sinnvoll ist, von diesem allgemeinen Verbot des Verkehrs im Wald abzuweichen, um die Verarbeitung der durch den Borkenkäfer befallenen Fichten, die dringend notwendig ist, zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, die rasche Wiederaufnahme bestimmter wirtschaftlicher Tätigkeiten im Bereich der Forstwirtschaft, der Landwirtschaft und der Fischzucht auf Flächen zu ermöglichen, die im Wald über Schotterwege zugänglich sind;

In der Erwägung, dass sporadische, begrenzte und überwachte Zugänge voraussichtlich nur marginale Auswirkungen auf die Ruhe des Wildes und auf die mögliche Verbreitung der kranken Wildschweine haben werden,

Beschließt:

Artikel 1 - In Abweichung der Artikel 19 bis 23 des Forstgesetzbuches vom 15. Juli 2018 ist es jedem untersagt, sich außerhalb der Straßen im Sinne von Artikel 2 des Forstgesetzbuches in den Wäldern und Forsten zu bewegen, die sich innerhalb der Außengrenzen der Pufferzone befinden, die in dem Anhang des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Oktober 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 11. Januar 2019 und vom 19. Februar 2019, festgelegt wurden.

Alle Zugangsgenehmigungen, die gegebenenfalls auf der Grundlage der oben genannten Artikel vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses erteilt wurden, werden ausgesetzt.

Nur den folgenden Personen kann ausschließlich im Rahmen der für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest erforderlichen Maßnahmen, insbesondere zur Feststellung weiterer Seuchenherde, Vernichtung der Wildschweine und Beseitigung der verendet aufgefundenen oder erlegten Wildschweine, erlaubt werden, von dem Verbot in Absatz 1 abzuweichen, sofern sie die empfohlenen Biosicherheitsmaßnahmen zur Verhinderung der Ausbreitung der Krankheit beachten: die Personalmitglieder der Abteilung Natur und Forstwesen und der Abteilung Studie des Natur- und Agrarbereichs des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und jede von diesen Abteilungen bevollmächtigte Person, die Inhaber eines Jagdrechts und ihre vereidigten Jagdhüter, die Eigentümer, die Personalmitglieder des Netzwerks der Gesundheitsüberwachung der wildlebenden Tiere in der Wallonie "Réseau de Surveillance sanitaire de la Faune sauvage en Wallonie", die Personalmitglieder des Zivilschutzes, die Personalmitglieder der für Tierseuchen zuständigen Dienststellen und die Personalmitglieder der lokalen und föderalen Polizei, die Personalmitglieder entweder der Verwaltungen oder der spezialisierten Unternehmen, die für die Errichtung eines Zauns zur Begrenzung der Wanderungen von Wildschweinen im Seuchengebiet verantwortlich sind.

Diesen Personen ist es untersagt, innerhalb von 72 Stunden nach jeder Intervention in der Pufferzone und der Kernzone einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder Kontakt mit Hausschweinen zu haben.

Art. 2 - In Abweichung von Artikel 1 werden Interventionen, die nicht mit der Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest in Zusammenhang stehen und den Zugang zu den Wäldern und Forsten der Pufferzone und der Kernzone abseits der Straße erfordern, unter den folgenden Bedingungen genehmigt:

1° Die Intervention wird in Ausübung ihrer Aufgaben von den Rettungsdiensten, dem Zivilschutz, den Polizeikräften, den Personalmitgliedern und Betreibern der Wasserversorgungsnetze oder der Strom- oder Gasnetze, den Mitarbeitern von Infrabel, den Mitarbeitern der Mobilfunkbetreiber und den Personalmitgliedern oder Bevollmächtigten der gemeinschaftlichen Infrastrukturen oder der Infrastrukturen öffentlichen Interesses durchgeführt;

2° Sofern es sich nicht um eine lebensbedrohliche Notlage handelt, ist die Intervention vorab schriftlich dem örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen mitzuteilen;

3° Die Ruhe der Waldungen und Forsten wird auf strengste Weise respektiert;

4° Bei Zugängen außerhalb der Schotterwege sind Desinfektionsmaßnahmen für das Fahrzeug, die Schuhe und die Ausrüstung, die verwendet wurden, nach den Anweisungen der Abteilung Natur und Forstwesen durchzuführen;

5° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Der örtlich zuständige Bedienstete der Abteilung Natur und Forstwesen des Reviers ist in diesem Fall unverzüglich zu benachrichtigen;

6° Innerhalb von 72 Stunden nach den Desinfektionsmaßnahmen ist es den Intervenierenden und ihren Fahrzeugen untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder Kontakt mit Hausschweinen zu haben;

Stellt die Abteilung Natur und Forstwesen fest, dass eine der oben genannten Bedingungen nicht erfüllt ist, kann sie den betroffenen Personen den Zugang untersagen.

Art. 3 - In Abweichung von Artikel 1 wird Personen, deren Wohnsitz sich in den Waldungen und Forsten innerhalb des Seuchengebiets befinden, und nicht über die Straße erreichbar ist, erlaubt, unter folgenden Bedingungen dort abseits der Straße zu fahren:

1° Die Erlaubnis ist auf den alleinigen Zugang zu diesem Wohnsitz beschränkt;

2° Der Zugang erfolgt auf dem direktesten befahrbaren Weg;

3° Die gewählte Strecke ist dem örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen schriftlich mitzuteilen;

4° Die Ruhe der Waldungen und Forsten wird auf strengste Weise respektiert;

5° Bei Zugängen außerhalb der Schotterwege sind Desinfektionsmaßnahmen für das Fahrzeug und gegebenenfalls die Schuhe nach den Anweisungen der Abteilung Natur und Forstwesen durchzuführen;

6° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Der zuständige Bedienstete der Abteilung Natur und Forstwesen des Reviers ist in diesem Fall unverzüglich zu benachrichtigen;

7° Personen, die in den Anwendungsbereich des vorliegenden Artikels fallen, und ihren Fahrzeugen ist der Zugang zu einem Schweinehaltungsbetrieb oder jeglicher Kontakt mit Hausschweinen untersagt.

Art. 4 - Die Eigentümer und Benutzer, die ein in den Waldungen und Forsten der Pufferzone und der Kernzone eingeschlossenes und für die Landwirtschaft, die Fischzucht oder den Fischfang genutztes Grundstück besitzen, das sie nicht über die Straße, wohl aber über einen Schotterweg erreichen können, und zu dem sie gelangen möchten, um es zu bewirtschaften, ohne das es ihnen möglich ist, bis zum Ende des Zugangsverbots mit diesem Vorhaben zu warten, müssen vorab einen schriftlichen und begründeten Antrag an den örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen richten. Dieser kann eine Zugangserlaubnis erteilen, die zumindest die Beachtung der folgenden Bedingungen voraussetzt:

1° Die Erlaubnis ist auf den alleinigen Zugang zu diesem eingeschlossenen und für die Landwirtschaft, die Fischzucht oder den Fischfang genutzten Grundstück beschränkt;

2° Die gewählte Strecke ist dem örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen schriftlich mitzuteilen;

3° Es ist strengstens verboten, den Schotterweg zu verlassen, bevor die eingeschlossenen landwirtschaftlichen Flächen erreicht werden;

4° Die Ruhe der Waldungen und Forsten wird auf strengste Weise respektiert;

5° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Der zuständige Bedienstete der Abteilung Natur und Forstwesen des Reviers ist in diesem Fall unverzüglich zu benachrichtigen;

6° Personen, die in den Anwendungsbereich des vorliegenden Artikels fallen, und ihren Fahrzeugen und Maschinen ist der Zugang zu einem Schweinehaltungsbetrieb oder jeglicher Kontakt mit Hausschweinen innerhalb eines Zeitraums von 72 Stunden nach jeder Tätigkeit auf den landwirtschaftlichen Flächen untersagt.

Stellt die Abteilung Natur und Forstwesen fest, dass eine der oben genannten Bedingungen nicht erfüllt ist, kann sie den betroffenen Personen den Zugang untersagen.

Art. 5 - In Abweichung von Artikel 1 wird der Verkehr auf Schotterwegen für jene Fahrzeuge zugelassen, die während der nächtlichen Bestandsaufnahmen zur Bestimmung der Abschusspläne für die Hirschjagd verwendet werden, die von der Abteilung Natur und Forstwesen organisiert werden.

Art. 6 - § 1. In Abweichung von Artikel 1 kann der Verkehr sowohl in den öffentlichen als auch in den privaten Wäldern und Forsten außerhalb der Straßen im Sinne von Artikel 2 des Forstgesetzbuches durch den territorial zuständigen Forstamtleiter erlaubt werden, um die Bestandsaufnahme und die Kennzeichnung der durch den Borkenkäfer befallenen Fichten zu ermöglichen, wobei die folgenden Mindestbedingungen zu beachten sind:

1° Der Zugang zu den Beständen erfolgt so weit wie möglich über Schotterwege;

2° Die Schuhe und die Ausrüstung der Intervenierenden sowie die Fahrzeuge, die abseits von den Schotterwegen bewegt wurden, sind nach jeder Tätigkeit und nach den Anweisungen der Abteilung Natur und Forstwesen zu desinfizieren;

3° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Der örtlich zuständige Bedienstete der Abteilung Natur und Forstwesen des Reviers ist in diesem Fall unverzüglich zu benachrichtigen;

4° Innerhalb von 72 Stunden nach den Desinfektionsmaßnahmen ist es den Intervenierenden und ihren Fahrzeugen untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder Kontakt mit Hausschweinen zu haben;

5° Die Ergebnisse der Bestandsaufnahme der durch den Borkenkäfer befallenen Bäume gemäß § 2 Ziffer 2 werden dem Forstamtleiter übermittelt.

Die in Absatz 1 genannte Erlaubnis führt nicht automatisch zur Erteilung einer Erlaubnis zur Nutzung der betreffenden Bestände.

§ 2. In Abweichung von Artikel 1 kann der Verkehr in den Wäldern und Forsten außerhalb der Straßen im Sinne von Artikel 2 des Forstgesetzbuches durch den territorial zuständigen Forstamtleiter erlaubt werden, um die Verarbeitung von durch den Borkenkäfer befallenen Fichtenbeständen zu ermöglichen:

Die in Absatz 1 genannten Tätigkeiten müssen folgende Mindestbedingungen beachten:

1° Der Zugang zu den Beständen erfolgt so weit wie möglich über Schotterwege;

2° Die Schuhe und die Ausrüstung der Intervenierenden sowie die Fahrzeuge, die abseits von den Schotterwegen bewegt wurden, sind nach den Anweisungen der Abteilung Natur und Forstwesen zu desinfizieren;

3° Die Desinfektion der Maschinen erfolgt auf Kosten der Wallonie auf der Grundlage des von dem ÖDW mit einem spezialisierten Unternehmen abgeschlossenen öffentlichen Auftrags.

4° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Der örtlich zuständige Bedienstete der Abteilung Natur und Forstwesen des Reviers ist in diesem Fall unverzüglich zu benachrichtigen;

5° Innerhalb von 72 Stunden nach den Desinfektionsmaßnahmen ist es den Intervenierenden, ihren Fahrzeugen und ihren Maschinen untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder Kontakt mit Hausschweinen zu haben;

Der Forstamtleiter kann durch begründeten Beschluss die Betriebstätigkeit in den in Absatz 1 Ziffer 1 genannten Beständen untersagen oder aussetzen.

Art. 7 - In Abweichung von Artikel 1 kann sämtliches Holz, das in Holz und Wäldern entlang von Straßen und Schotterwegen gefällt und gelagert wird, von seinem Eigentümer und seinen Mitarbeitern entfernt werden, wobei die verwendeten Maschinen die betreffende Straße nicht verlassen dürfen.

Die Intervention muss dem örtlich zuständigen Forstamtleiter vorher mitgeteilt werden.

Art. 8 - In Abweichung von Artikel 1 können Gebiete von kultureller und/oder touristischer Bedeutung, die in Wäldern und Forsten eingeschlossen sind, mit Genehmigung des örtlich zuständigen Forstamtleiters unter den folgenden Bedingungen zugänglich gemacht werden:

1° Der Zugang erfolgt nur über Schotterwege, deren Verlassen den Besuchern strengstens untersagt ist;

2° es werden geeignete Schilder angebracht, um dieses Verbot konkret darzustellen;

3° die Besucher werden über die mit der Afrikanischen Schweinepest verbundenen Risiken und die zu treffenden Maßnahmen zur Minimierung dieser Risiken informiert;

4° Innerhalb von 72 Stunden nach ihrem Besuch der betreffenden Gebiete ist es den Besuchern und ihren Fahrzeugen untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder Kontakt mit Hausschweinen zu haben.

Art. 9 - Der vorliegende Erlass hebt den Ministeriellen Erlass vom 15. Januar 2019, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, auf.

Art. 10 - Der vorliegende Erlass wird am Tag seiner Unterzeichnung wirksam und tritt am 30. Juni 2019 außer Kraft.

Namur, den 13. März 2019

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2019/11356]

13 MAART 2019. — Ministerieel besluit tot invoering van een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken

De Minister van Natuur en Landelijke Aangelegenheden,

Gelet op het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 betreffende de inwerkingtreding en de uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, artikel 19, lid 1, 5°;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 oktober 2018 houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 14 november 2018 en bij het ministerieel besluit van 15 januari 2019;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, overeenkomstig Richtlijn 2002/60 van de Raad van 27 juni 2002 houdende specifieke bepalingen voor de bestrijding van Afrikaanse varkenspest en houdende wijziging van Richtlijn 92/119/EEG met betrekking tot besmettelijke varkensverlamming (Teschenerziekte) en Afrikaanse varkenspest, het Waalse Gewest ertoe verplicht is, onmiddellijk meerdere maatregelen te nemen om de verspreiding van de ziekte af te remmen en ze geleidelijk aan aan te passen aan de evolutie van de sanitaire toestand;

Overwegende dat het behouden van verkeer in de bossen een reëel risico op verspreiding van de wilde zwijnen en dus van Afrikaanse varkenspest inhoudt en dat er dus, voor de beperking van deze risico's, aanleiding toe bestaat de toegang tot het kerngebied en tot het buffergebied enkel toe te laten voor de personen belast met de bestrijding van deze ziekte;

Overwegende dat er evenwel, mits enkele voorzorgsmaatregelen, afgeweken dient te worden van dat algemeen verkeersverbod in de bossen voor een beperkt aantal rechthebbenden met het oog op de openbare veiligheid of de toegankelijkheid van bepaalde woonsten;

Overwegende dat het in functie van de evolutie van de epidemie te overwegen valt en geschikt is, van dit algemeen verkeersverbod in de bossen af te wijken om de, dringende, exploitatie van door de schorskever aangetaste bomen mogelijk te maken;

Overwegende dat er aanleiding toe bestaat, de hervatting van bepaalde economische activiteiten van de types bosbouw, landbouw en veeteelt mogelijk te maken op in bossen gelegen terreinen die via verharde wegen toegankelijk zijn;

Overwegende dat die gekaderde, gerichte en beperkte toegangen niet meer dan een marginale impact zouden hebben op de rust van het wild en de eventuele verspreiding van de zieke wilde zwijnen,

Besluit :

Artikel 1. In afwijking van de artikelen 19 tot 23 van het Boswetboek van 15 juli 2008 is het éénieder verboden zich in de bossen en wouden te verplaatsen buiten de wegen in de zin van artikel 2 van het Boswetboek aan de binnenkant van de buitengrenzen van het buffergebied zoals omschreven in de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2018 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 11 januari 2019 en 19 februari 2019.

De eventuele machtigingen tot toegang, verkregen op grond van voornoemde artikelen voor de inwerkingtreding van dit besluit, worden opgeschort.

Van het verbod bedoeld in lid 1 kan enkel, binnen de perken van de loutere verrichtingen nodig voor de beheersing van Afrikaanse varkenspest, met name de opsporing van nieuwe haarden, de vernietiging van de wilde zwijnen en het verwijderen van de krengen van dood of neergeschoten aangetroffen wilde zwijnen op voorwaarde dat ze de voorgestelde bioveiligheidsmaatregelen naleven ter voorkoming van de verspreiding van de ziekte, afgeweken worden door: het personeel van het Departement Natuur en Bossen en van het Departement Onderzoek naar het Natuurlijk en Landbouwmilieu van de Waalse Overheidsdienst en iedere persoon, gemandateerd door die Departementen, de houders van het jachtrecht en hun beëdigde wachters, de eigenaars, het personeel van het Sanitair bewakingsnet voor wilde fauna in Wallonië, het personeel van de burgerbescherming, het personeel van de sanitaire ordehandhavingsdiensten, het personeel van de federale en gemeentelijke politie, het personeel ofwel van de gemeentebesturen ofwel van gespecialiseerde bedrijven belast met het optrekken van een afsluiting om de verplaatsingen van de wilde zwijnen in het besmette gebied te beperken.

Die personen is het verboden, een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur na iedere interventie in de omtrek van het buffergebied en het kerngebied.

Art. 2. In afwijking van artikel 1 worden toegelaten, interventies die niet verband houden met de beheersing van Afrikaanse varkenspest waarbij, in het buffergebied en in het kerngebied, een toegang buiten de wegen tot de bossen en wouden vereist is, tegen volgende voorwaarden:

1° de interventie wordt verricht in de uitoefening van hun ambt door de hulpdiensten, door de burgerbescherming, de politiediensten, de beambten en beheerders van de watertoevoernetten of gas- of elektriciteitsnetten, door de beambten van Infrabel en door de werknemers van mobiele telefonie-operatoren en door de beambten of afgevaardigden van gemeenschapsinfrastructuren of infrastructures van openbaar nut;

2° behoudens spoedeisende gevallen waarbij mensenlevens in gevaar zijn, wordt van de interventie vooraf kennis gegeven aan de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen;

3° de rust van de bossen en de wouden wordt zo streng mogelijk nageleefd;

4° als er een toegang is buiten de verharde wegen, worden de ontsmettingsmaatregelen van het voertuig, het schoeisel en de uitrustingen na gebruik uitgevoerd overeenkomstig de richtlijnen van het Departement Natuur en Bossen;

5° bij het aantreffen van een kadaver van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen wordt onmiddellijk verwittigd;

6° die personen, evenals hun voertuigen, is het verboden, een varkensfokkerij te betreden of, respectievelijk, binnen te rijden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op de ontsmettingsmaatregelen.

Als het Departement Natuur en Bossen vaststelt dat één van bovenvermelde voorwaarden niet is nageleefd, kan betrokkenen de toegang ontzegd worden.

Art. 3. In afwijking van artikel 1 worden de personen wier woonst gelegen is in de bossen en wouden in het besmette gebied en die niet over een toegang via een weg beschikken gemachtigd om zich buiten de wegen om tegen de volgende voorwaarden te verplaatsen:

1° de machtiging is beperkt tot de toegang tot deze woonst;

2° de toegang gebeurt via de meest rechtstreekse berijdbare weg;

3° van het gebruikte traject schriftelijk wordt kennis gegeven aan de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen;

4° de rust van de bossen en de wouden wordt zo streng mogelijk nageleefd;

5° als er een toegang is buiten de verharde wegen, worden de ontsmettingsmaatregelen van het voertuig en eventueel het schoeisel uitgevoerd overeenkomstig de richtlijnen van het Departement Natuur en Bossen;

6° bij het aantreffen van een kadaver van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en de bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen wordt onmiddellijk verwittigd;

7° de personen bedoeld bij dit artikel en hun voertuigen is het verboden een varkensbedrijf te betreden of, respectievelijk, binnen te rijden of in aanraking te komen met tamme varkens.

Art. 4. De eigenaars en bezetters die een terrein hebben gebruikt voor landbouw-, visteelt- of visserijdoeleinden omsloten door de bossen en wouden in het buffergebied en het kerngebied en die geen toegang hebben via een weg, maar door een verharde weg en die toegang ertoe wensen te hebben zonder dat voor hun interventie het einde van de verbodperiode afgewacht kan worden, dienen een voorafgaandelijke schriftelijke en gemotiveerde aanvraag in bij de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen. Laatstgenoemde kan een toegangsmachtiging verstrekken die minstens de inachtneming van volgende voorwaarden inhoudt:

1° de machtiging is beperkt tot de toegang tot dit omsloten terrein gebruikt voor landbouw-, visteelt- en visserijdoeleinden;

2° van het gebruikte traject schriftelijk wordt kennis gegeven aan de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen;

3° het is strikt verboden de verharde weg te verlaten voor het omsloten landbouwterrein bereikt te hebben;

4° de rust van de bossen en de wouden wordt zo streng mogelijk nageleefd;

5° bij het aantreffen van een kadaver van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en de bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen wordt onmiddellijk verwittigd;

6° de personen bedoeld bij dit artikel, hun voertuigen en bedrijfsstuigen is het verboden een varkensbedrijf te betreden of, respectievelijk, binnen te rijden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op iedere interventie op het omsloten landbouwterrein.

Als het Departement Natuur en Bossen vaststelt dat één van bovenvermelde voorwaarden niet is nageleefd, kan betrokkenen de toegang ontzegd worden.

Art. 5. In afwijking van lid 1 wordt het verkeer op de verharde wegels toegelaten voor de voertuigen gebruikt bij nachtelijke abundantie-inventarissen met het oog op de evaluatie van de afschotplannen voor diersoort hert, georganiseerd door het Departement Natuur en Bossen.

Art. 6. § 1. In afwijking van artikel 1 kan het verkeer in de zowel privé- als publieke bossen en wouden, buiten de wegen in de zin van artikel 2 van het Boswetboek voor de inventaris en het merken van de naaldbomen aangetast door de schorskever door de territoriaal bevoegde houtvester tegen volgende minimumvoorwaarden toegelaten worden:

1° de toegang tot de bestanden gebeurt zoveel mogelijk op de verharde wegen;

2° na afloop van iedere interventie worden het schoeisel en de uitrusting van de betrokkenen, evenals de voertuigen die de verharde wegen verlaten hebben, ontsmet overeenkomstig de instructies van het Departement Natuur en Bossen;

3° bij het aantreffen van een kadaver van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen wordt onmiddellijk verwittigd;

4° de betrokkenen, evenals hun voertuigen, is het verboden, een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op de ontsmettingsmaatregelen;

5° de resultaten van de inventaris van de door de schorskever aangetaste naaldbomen, bedoeld in § 2, 2°, worden aan de houtvester overgemaakt.

De toelating bedoeld in lid 1 heeft niet automatisch het verstrekken van een machtiging tot uitbating van de betrokken bestanden als gevolg.

§ 2. In afwijking van artikel 1 kan het verkeer in de bossen en wouden, buiten de wegen in de zin van artikel 2 van het Boswetboek voor de exploitatie van de naaldbomen, aangetast door de schorskever, door de territoriaal bevoegde houtvester toegelaten worden.

De verrichtingen bedoeld in lid 1 dienen te gebeuren met inachtneming van volgende minimumvoorwaarden:

1° de toegang tot de bestanden gebeurt zoveel mogelijk op de verharde wegen;

2° het schoeisel en de uitrusting van de betrokkenen die de verharde wegen hebben verlaten, worden ontsmet overeenkomstig de instructies van het Departement Natuur en Bossen;

3° de ontsmetting van de voertuigen en bedrijfsstuigen gebeurt op kosten van Wallonië in het kader van een overheidsopdracht, door de Waalse Overheidsdienst gegund aan een gespecialiseerde firma;

4° bij het aantreffen van een kadaver van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen wordt onmiddellijk verwittigd;

5° de betrokkenen, evenals hun voertuigen en bedrijfsstuigen, is het verboden, een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op de ontsmettingsmaatregelen.

De houtvester kan bij gemotiveerde beslissing de exploitatie van de bestanden bedoeld in lid 1, 1°, verbieden of opschorten.

Art. 7. In afwijking van artikel 1 kan het in de bossen en wouden langs de wegen en verharde wegen omgehakt en opgeslagen hout door hun eigenaar of diens bedienden weggehaald worden zonder dat de gebruikte tuigen de betrokken weg verlaten.

Van de interventie wordt vooraf kennis gegeven aan de territoriaal bevoegde houtvester.

Art. 8. In afwijking van artikel 1 kunnen de in de bossen en wouden omsloten cultureel en/of toeristisch waardevolle gebieden toegankelijk worden gemaakt na machtiging van de territoriaal bevoegde houtvester tegen volgende voorwaarden:

1° de toegang geschiedt enkel via verharde wegen die de gebruikers onder geen enkel beding mogen verlaten;

2° er worden aangepaste tekens aangebracht om dit verbod aanschouwelijk te maken;

3° er wordt aan de bezoekers informatie verstrekt over de risico's in verband met de Afrikaanse varkenspest en met de maatregelen die uitgevoerd dienen te worden om genoemde ziekte zo goed mogelijk in te perken;

4° de betrokkenen, evenals hun voertuigen, is het verboden, een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op het bezoek aan de gebieden waarvan sprake.

Art. 9. Dit besluit heft het ministerieel besluit van 15 januari 2019 op, houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking de dag van ondertekening ervan en verstrijkt op 30 juni 2019.

Namen, 13 maart 2019.